

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-André-d'Argenteuil

Code géographique : 76008

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benoit Grimard, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-André-d'Argenteuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-12-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil (ci-après « la municipalité ») et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Autre point

Les états financiers de la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 5 mars 2019.

[Original signé par]

1 CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique no A112341

DATE 2019-12-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	3 691 356	3 662 552	3 684 319
Compensations tenant lieu de taxes	2	34 150	37 885	26 673
Quotes-parts	3	(137 100)	102 681	28 365
Transferts	4	1 569 491	317 127	482 037
Services rendus	5	718 969	762 015	672 576
Imposition de droits	6	159 500	146 946	153 826
Amendes et pénalités	7	20 000	16 677	18 715
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	86 652	97 209	98 467
Autres revenus	10	171 681	62 510	77 857
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 314 699	5 205 602	5 242 835
Charges				
Administration générale	14	827 797	923 545	1 013 958
Sécurité publique	15	811 733	825 012	1 059 670
Transport	16	1 599 287	1 694 619	1 443 012
Hygiène du milieu	17	1 074 381	1 087 193	1 147 327
Santé et bien-être	18	115 500	107 508	112 346
Aménagement, urbanisme et développement	19	310 268	305 531	123 021
Loisirs et culture	20	532 517	568 664	591 330
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	81 132	84 185	89 534
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 352 615	5 596 257	5 580 198
Excédent (déficit) de l'exercice	25	962 084	(390 655)	(337 363)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 499 453	12 836 820
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		12 499 453	12 836 820
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		12 108 798	12 499 457

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	890 931	1 313 097
Débiteurs (note 5)	2	2 193 231	2 026 702
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 298 653	1 271 840
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(810)	(810)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 382 005	4 610 829
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 090 991	999 482
Revenus reportés (note 12)	12	89 897	75 919
Dette à long terme (note 13)	13	3 186 770	3 491 691
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	4 367 658	4 567 092
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	14 347	43 737
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	11 929 600	12 252 161
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	107 511	99 592
Stocks de fournitures	19	32 711	74 911
Autres actifs non financiers (note 17)	20	24 629	29 056
	21	12 094 451	12 455 720
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	12 108 798	12 499 457

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	962 084	(390 655)	(337 363)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (2 200 000) (516 563) (234 221)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	770 085	839 120	805 256
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 429 915)	322 557	571 035
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(7 919)	(793)
Variation des stocks de fournitures	9		42 200	(27 507)
Variation des autres actifs non financiers	10		4 427	(3 962)
	11		38 708	(32 262)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(467 831)	(29 390)	201 410
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		43 737	(157 673)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		43 737	(157 673)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		14 347	43 737

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(390 655)	(337 363)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	839 120	805 256
Autres			
-	3		
-	4		
	5	448 465	467 893
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(166 529)	(415 511)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	91 509	(85 409)
Revenus reportés	9	13 978	8 919
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(7 919)	(793)
Stocks de fournitures	12	42 200	(27 507)
Autres actifs non financiers	13	4 427	(3 962)
	14	426 131	(56 370)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(516 563)	(234 221)
Produit de cession	16		
	17	(516 563)	(234 221)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(26 813)	()
Cession	21		118 302
	22	(26 813)	118 302
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(308 700)	(299 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(541 100)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	3 779	(2 981)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(304 921)	(843 981)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(422 166)	(1 016 270)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 313 097	2 329 367
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 313 097	2 329 367
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	890 931	1 313 097

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée et régie en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle résulte de la fusion des anciennes municipalités du Village de St-André Est, de la Paroisse de St-André d'Argenteuil et du Village de Carillon suite au décret #1408-99 émis par le gouvernement du Québec le 29 décembre 1999.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, de la Régie Intermunicipale d'Argenteuil-Deux-Montagnes, organisme contrôlé faisant partie de son périmètre comptable.

Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'organisme *Corporation du développement communautaire de STADA* qui est considéré à titre d'entreprise municipale.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes et les durées indiquées ci-dessous :

	Méthodes -----	Durées -----
Infrastructures		
- général	Linéaire	variant entre 10 et 40 ans
- spécifique	Tonnage reçu	capacité résiduelle du site
Bâtiments	Linéaire	40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	15 ans
Véhicules	Linéaire	variant entre 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	variant entre 5 et 40 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	variant entre 10 et 20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks de bacs sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les autres stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds Parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

La municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Elle les évalue ultérieurement au coût après amortissement.

Les actifs financiers de la municipalité, comptabilisés au coût après amortissement, se composent de l'encaisse et des débiteurs alors que les passifs financiers comprennent les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, les revenus reportés et la dette à long terme.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	915 988	1 313 097
Découvert bancaire	2	(25 057)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	890 931	1 313 097
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	415 784	439 849
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 340 995	1 219 535
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	216 432	125 951
Organismes municipaux	15	95 133	95 723
Autres			
- Droits de mutation	16	38 228	62 805
- Autres	17	86 659	82 839
	18	2 193 231	2 026 702
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	458 800	554 300
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	458 800	554 300
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	139	1 927
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 298 653	1 271 840
	32	1 298 653	1 271 840
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements portent intérêts à des taux variant entre 1,75 % et 3,25 % et viennent à échéance entre 2019 et 2027. La juste valeur des placements au 31 décembre 2018 est de 1 287 190 \$ (1 272 527 \$ au 31 décembre 2017)

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	36 656	35 577
Régimes de retraite des élus municipaux	42	4 562	4 762
	43	41 218	40 339

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant de 150 000 \$ au taux préférentiel (3,95 %, 3,2 % au 31 décembre 2017) pour financer les dépenses d'administration courantes. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2018, elle n'était pas utilisée.

L'organisme contrôlé dispose d'une marge de crédit à court terme d'un montant autorisé de 200 000 \$ (part de la Municipalité : 27 420 \$) portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %, 3,2 % au 31 décembre 2017) renouvelable en juin 2021. La marge de crédit n'est pas utilisée en date du 31 décembre 2018.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	199 900	270 829
Salaires et avantages sociaux	48	110 661	67 010
Dépôts et retenues de garantie	49	19 887	13 909
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	561 304	482 145
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres	53	185 467	152 183
- Gouvernement du Québec	54	713	
- Gouvernement du Canada	55	459	
- Intérêts courus	56	12 600	13 406
-	57		
	58	1 090 991	999 482

Note**Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

Les coûts associés à la protection de l'environnement et, plus précisément, les coûts afférents à la fermeture et l'après-fermeture du site d'enfouissement sont constatés à la juste valeur sur la durée d'exploitation du site d'enfouissement, soit la période durant laquelle la régie accepte le dépôt des déchets.

Dans le processus d'élaboration des estimations de la juste valeur, la régie a recours à la méthode des flux de trésorerie estimatifs pour déterminer la juste valeur. Une fois les justes valeurs estimatives établies, celle-ci sont ramenées à la valeur actualisée au moyen du taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit.

Les hypothèses posées à l'égard de l'inflation sont établies en fonction de l'interprétation que fait la direction de la conjoncture économique actuelle et prévue, et du moment de décaissement des dépenses réelles. Ainsi la régie a utilisé un taux d'inflation de 2 %. L'incertitude inhérente à l'établissement des telles estimations fait en sorte que les résultats réels peuvent différer des montants estimés.

Le taux d'intérêt sans risque et le taux d'ajustement en fonction de la qualité du crédit sont également établis selon l'interprétation que fait la direction de la conjoncture économique actuelle et prévue, et du moment du décaissement des dépenses réelles. Ainsi, la régie a actualisé les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement en utilisant un taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de 2,42 %. L'incertitude inhérente à l'établissement de telles estimations fait en sorte que les résultats réels peuvent différer des montants estimés. L'évolution future de la qualité du crédit de la régie ne vient pas modifier le montant des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture déjà comptabilisés; toutefois, elle aura une

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

incidence sur les prochains calculs de la juste valeur.

La direction comptabilise la juste valeur estimative des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au moment où ses installations acceptent les déchets.

Les activités de maintenance, notamment de la surveillance environnementale, la gestion des eaux de surface et souterraines ainsi que la lixiviation, l'entretien des matériaux tampons et les autres activités sont imputées aux charges d'exploitation sur la durée d'exploitation du site d'enfouissement. Des travaux de maintenance sont habituellement nécessaires durant un minimum de trente années suivant la fermeture du site.

Les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture découlent des obligations de la régie à voir à la remise en état, à la surveillance et à l'entretien du site d'enfouissement, une fois sa durée de vie utile échu. Les tableaux suivants présentent les hypothèses utilisées dans la détermination de la juste valeur de coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture, le montant prévu de l'engagement des dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début et à la fin de la période indiquée.

	Régie 2018	Part de la Municipalité 2018	2017
Juste valeur des biens légalement affectés	3 790 361 \$	519 658 \$	480 239 \$
Montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations	11 963 269 \$	1 640 164 \$	1 515 746 \$
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit	2,42 %	2,42 %	2,42 %
Taux par mètre cube enfoui pour une capacité résiduelle de 7 824 644 mètres cubes pour les 22 prochaines années	0,71 \$	0,71 \$	0,71 \$
Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début	3 805 405 \$	521 721 \$	436 340 \$
Passifs établis en fonction de la capacité utilisé au cours de l'exercice	288 719 \$	39 583 \$	43 898 \$
Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture à la fin	4 094 124 \$	561 304 \$	480 239 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	13 133	10 970
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	54 955	52 053
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	21 809	12 896
-	69		
-	70		
-	71		
	72	89 897	75 919

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,05	2020	2023	73	3 193 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	3 193 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(6 330) (10 109)
					83	3 186 770
						3 491 691

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	312 500	100	109	117	312 500
2020	85	93	321 400	101	110	118	321 400
2021	86	94	570 300	102	111	119	570 300
2022	87	95	722 800	103	112	120	722 800
2023	88	96	159 600	104	113	121	159 600
2024 et +	89	97	1 106 500	105	114	122	1 106 500
	90	98	3 193 100	106	115	123	3 193 100
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	3 193 100	108	116	125	3 193 100

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(557 984)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	(572 331)
	129	14 347
		43 737

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	5 081 117	158		185		212	5 081 117
Eaux usées	131	4 448 722	159		186		213	4 448 722
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	8 045 841	160	335 794	187		214	8 381 635
Autres	133	1 270 790	161	20 957	188		215	1 291 747
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 148 642	163	16 628	190		217	1 165 270
Améliorations locatives	136	21 359	164	1 753	191		218	23 112
Véhicules	137	1 330 360	165	40 979	192		219	1 371 339
Ameublement et équipement de bureau	138	132 128	166	18 881	193		220	151 009
Machinerie, outillage et équipement divers	139	728 203	167	45 585	194		221	773 788
Terrains	140	317 050	168	22 065	195		222	339 115
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>22 524 212</u>	170	<u>502 642</u>	197		224	<u>23 026 854</u>
Immobilisations en cours	143	<u>200 033</u>	171	<u>13 921</u>	198		225	<u>213 954</u>
	144	<u>22 724 245</u>	172	<u>516 563</u>	199		226	<u>23 240 808</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	1 400 914	173	127 028	200		227	1 527 942
Eaux usées	146	2 476 399	174	111 218	201		228	2 587 617
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 896 845	175	352 716	202	(4)	229	4 249 565
Autres	148	700 492	176	60 994	203		230	761 486
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	442 965	178	34 351	205		232	477 316
Améliorations locatives	151	15 663	179	2 826	206		233	18 489
Véhicules	152	842 593	180	75 675	207		234	918 268
Ameublement et équipement de bureau	153	98 136	181	19 935	208		235	118 071
Machinerie, outillage et équipement divers	154	598 077	182	54 377	209		236	652 454
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>10 472 084</u>	184	<u>839 120</u>	211	<u>(4)</u>	238	<u>11 311 208</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>12 252 161</u>					239	<u>11 929 600</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241 () 244 () 246 () 248 (
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	107 511	99 592
	253	107 511	99 592
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	107 511	99 592

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Assurances	256	21 281	21 689
-	257		
-	258		
Autres			
- Divers	259	3 348	7 367
-	260		
	261	24 629	29 056

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

En vertu de contrats de déneigement, la municipalité s'est engagée jusqu'en 2021. Le solde de ces engagements établit à 1 218 046 \$ au 31 décembre 2018. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2019 : 443 696 \$
2020 : 452 859 \$
2021 : 321 491 \$

Le 27 avril 2006, l'organisme contrôlé a conclu un contrat de service avec une société privée en vertu duquel elle s'engage à fournir un espace d'enfouissement sanitaire de 10 715 000 mètres cubes pour une période correspondant à la durée de l'Entente intermunicipale, incluant toute période de renouvellement. Le contrat de service prévoit des quantités d'enfouissement maximales annuelles.

Le 1er septembre 2011, l'organisme contrôlé a conclu un contrat de service avec une société privée pour la gestion des activités de l'organisme contrôlé pour une durée de cinq ans renouvelable pour quatre périodes additionnelles de cinq ans. En septembre 2016, l'entente a été renouvelée pour une période de cinq ans. En vertu de ce contrat, l'organisme contrôlé s'engage à payer des frais de gestion représentant un coût unitaire de 9 \$ (indexé à chaque année en fonction de l'IPC) par tonne métrique de matières résiduelles enfouies sur les contrats résiduels.

Le 15 décembre 2016, l'organisme contrôlé a signé un bail pour la location de bureaux avec une municipalité membre. Le bail, d'une durée de trois ans, renouvelable pour deux périodes additionnelles de 1 an, vient à échéance le 31 décembre 2021.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

À la suite du contrat de service d'élimination des matières résiduelles signé le 27 juillet 2006, l'organisme contrôlé a consenti une garantie hypothécaire au montant de 40 000 000 \$ (part de la Municipalité : 5 484 000 \$), grevant le site d'enfouissement.

L'organisme contrôlé s'est portée caution en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour un montant de 1 000 000 \$ (part de la Municipalité : 137 100 \$) relativement à l'exploitation du lieu d'enfouissement technique de Lachute et ce jusqu'au 19 juillet 2020.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

L'organisme contrôlé conjointement avec la Ville de Lachute est poursuivie pour un montant de 850 000 \$ (par de la Municipalité : 116 535 \$). L'organisme contrôlé conteste cette demande. De l'avis de leur aviseur légal, il est trop tôt pour se prononcer sur l'issue de cette poursuite. De ce fait, aucun passif n'est comptabilisé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d) Autres

- Fin d'emploi du directeur général et de la trésorière

Au cours de l'exercice 2014, l'organisme contrôlé a mis fin à l'emploi du directeur général et de la trésorière. Ces derniers contestent cette décision.

- Enquête en cours

En juin 2014, l'organisme contrôlé a mandaté une firme pour effectuer une enquête diligente concernant l'administration générale et l'éthique. Cependant, la direction de l'organisme contrôlé est d'avis qu'il n'y aura pas d'impact sur la situation financière de l'organisme contrôlé au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, aucun passif n'est comptabilisé relativement à ces situations.

21. Actifs éventuels

S.O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

La municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le principal risque de crédit pour la municipalité est lié aux débiteurs puisque la municipalité consent du crédit aux contribuables dans le cours normal de ses activités. La municipalité ne court aucun risque important à l'égard d'un contribuable unique.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La municipalité est exposée à ce risque principalement en regard à ses créiteurs et à sa dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque du taux d'intérêt et le risque de prix autre. La municipalité est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe qui l'assujettissent à un risque de juste valeur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 684 319	3 691 356	3 662 552			3 662 552
Compensations tenant lieu de taxes	2	26 673	34 150	37 885			37 885
Quotes-parts	3					(34 419)	102 681
Transferts	4	429 931	199 408	203 405			203 405
Services rendus	5	149 460	138 491	159 243		643 955	762 015
Imposition de droits	6	153 826	159 500	146 946			146 946
Amendes et pénalités	7	18 715	20 000	16 677			16 677
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	83 303	70 200	81 493		15 716	97 209
Autres revenus	10	218 712	168 295	196 327		3 283	62 510
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 764 939	4 481 400	4 504 528		628 535	5 091 880
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	52 106	1 431 000	113 722			113 722
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	18 000					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	70 106	1 431 000	113 722			113 722
	21	4 835 045	5 912 400	4 618 250		628 535	5 205 602
Charges							
Administration générale	22	994 105	732 273	789 751	23 844	109 950	923 545
Sécurité publique	23	1 027 081	771 673	764 455	60 557		825 012
Transport	24	1 018 444	1 173 912	1 285 565	409 054		1 694 619
Hygiène du milieu	25	305 831	360 810	297 875	238 246	592 255	1 087 193
Santé et bien-être	26	112 346	115 500	107 508			107 508
Aménagement, urbanisme et développement	27	123 021	310 268	304 492	1 039		305 531
Loisirs et culture	28	534 818	497 632	517 080	51 584		568 664
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	88 212	81 063	84 149		36	84 185
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	796 230	770 085	784 324	(784 324)		
	33	5 000 088	4 813 216	4 935 199		702 241	5 596 257
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(165 043)	1 099 184	(316 949)		(73 706)	(390 655)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(165 043)	1 099 184	(316 949)	(390 655)
Moins: revenus d'investissement	2	(70 106)	(1 431 000)	(113 722)	(113 722)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(235 149)	(331 816)	(430 671)	(504 377)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4	796 230	770 085	784 324	839 120
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	796 230	770 085	784 324	839 120
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9			7 919	7 919
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			7 919	7 919
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(208 839)	(213 200)	(213 200)	(213 200)
	18	(208 839)	(213 200)	(213 200)	(213 200)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(169 046)		(87 328)	(148 224)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			82	82
Excédent de fonctionnement affecté	21	20 545		137 100	137 100
Réserves financières et fonds réservés	22	(69 601)	(73 912)	(79 636)	(79 636)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(218 102)	(73 912)	(166 964)	(90 678)
	26	369 289	482 973	404 160	543 161
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	134 140	151 157	(26 511)	38 784

⇒

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	70 106	113 722		113 722
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	()	(23 663)	(314)	(23 977)
Sécurité publique	3	(45 327)	(63 885)	()	(63 885)
Transport	4	(114 512)	(326 767)	()	(326 767)
Hygiène du milieu	5	(68 313)	(30 963)	(60 582)	(91 545)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(10 389)	()	(10 389)
Loisirs et culture	8	()	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(228 152)	(455 667)	(60 896)	(516 563)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	169 046	87 328	60 896	148 224
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		8 799		8 799
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17		234 818		234 818
	18	169 046	330 945	60 896	391 841
	19	(59 106)	(124 722)		(124 722)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	11 000	(11 000)		(11 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018	2018	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 295 085	915 988	(25 057)	890 931
Débiteurs (note 5)	2	1 976 320	2 116 537	86 533	2 193 231
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			1 298 653	1 298 653
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(810)	(810)		(810)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	3 270 595	3 031 715	1 360 129	4 382 005
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	320 517	319 457	781 373	1 090 991
Revenus reportés (note 12)	12	71 497	83 472	6 425	89 897
Dette à long terme (note 13)	13	3 491 691	3 186 770		3 186 770
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	3 883 705	3 589 699	787 798	4 367 658
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(613 110)	(557 984)	572 331	14 347
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	12 071 406	11 742 748	186 852	11 929 600
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	3 122	3 122	104 389	107 511
Stocks de fournitures	19	64 781	25 446	7 265	32 711
Autres actifs non financiers (note 17)	20	26 344	22 262	2 367	24 629
	21	12 165 653	11 793 578	300 873	12 094 451
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	811 236	652 066	438 292	1 090 358
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 155 426	1 085 448	143 670	1 229 118
Réserves financières et fonds réservés	24	435 386	474 043		474 043
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(19 767)	(19 767)		(19 767)
Financement des investissements en cours	26	11 000			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	9 119 728	9 004 270	291 242	9 295 512
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	11 552 543	11 235 594	873 204	12 108 798

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	1 212 426	1 254 652	1 288 373	1 260 708
Charges sociales	2	237 733	233 206	240 360	240 848
Biens et services	3	2 071 241	2 086 348	2 651 699	2 649 671
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	81 063	72 095	72 095	75 726
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		12 054	12 054	12 486
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8			36	1 322
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	356 088	427 361	427 361	438 606
Transferts	10				
Autres	11	19 000	12 087	12 087	25 776
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	56 830	40 438	40 438	60 023
Amortissement des immobilisations	14	770 085	784 324	839 120	805 256
Autres					
- Autres	15	8 750	12 634	12 634	9 776
-	16				
-	17				
	18	4 813 216	4 935 199	5 596 257	5 580 198

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	()
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	()	()
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
Excédent (déficit) de l'exercice	17	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 090 358	1 324 120
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 229 118	1 312 231
Réserves financières et fonds réservés	3	474 043	435 386
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(19 767)	(19 767)
Financement des investissements en cours	5		11 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	9 295 512	9 396 953
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	12 108 798	12 499 457
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	652 066	811 236
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	438 292	512 884
	11	1 090 358	1 324 120
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Ex-village (travaux)	12	49 913	49 913
- Ex-Carillon (travaux)	13	2 982	2 982
- Aqueduc	14	221 965	147 365
- Égoût St-André-Est	15	115 060	90 860
- Égoût Carillon	16	7 900	12 700
- Camion incendie	17	71 162	41 300
- Travaux réseau routier	18	314 306	500 000
- Achat/remplacement équipement	19	291 855	300 000
- Autres	20	10 305	10 306
	21	1 085 448	1 155 426
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Fonds de postfermeture	22	32 580	30 105
- Affectation budget 2019	23	109 680	126 700
- Résolution: 4-12-18	24	1 410	
	25	143 670	156 805
	26	1 229 118	1 312 231
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	474 043	435 386
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	474 043	435 386
	48	474 043	435 386

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	19 767
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	19 767
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
	80	19 767
	81 ((19 767)) (
	(19 767)) ((19 767))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	11 000
Investissements à financer	83 () ()	()
	84	11 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	11 929 600
Propriétés destinées à la revente	86	107 511
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	(810)
	90	12 036 301
Ajustements aux éléments d'actif	91	12 350 943
	92	12 036 301
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ()	3 186 770 ()
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ()	6 330 ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	458 800
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	554 300
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ()	2 734 300 ()
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	6 489 ()
	100 ()	2 740 789 ()
	101	9 295 512
		9 396 953

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

En 2005, la municipalité a instauré un régime de retraite simplifié au bénéfice des employés réguliers cadres, cols blancs et cols bleus. La participation au régime est sur base volontaire. Les contributions employés et employeur varient entre 3 et 5 % du salaire gagné. L'administrateur du régime est la société Natcan, opérant sous le nom commercial Trust Banque Nationale.

La Municipalité contribue également à des REER individuels pour des employés cadres. Les contributions correspondent à des montants forfaitaires établis dans les contrats de travail.

Les employés de l'organisme contrôlé participent à un régime collectif où la cotisation de l'employeur représente 7 % des la rémunération de base des employés.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	35 577
	<u>36 656</u>	<u>35 577</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	5
	<u>4</u>	<u>5</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

(chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>1 060</u>	<u>1 300</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	4 562	4 762
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>4 562</u>	<u>4 762</u>
	119	<u>4 562</u>	<u>4 762</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 906 878	2 880 323	2 894 479
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	228 905	231 114	231 132
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	52 185	52 374	52 780
Activités de fonctionnement	6	106 500	105 011	107 525
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 294 468	3 268 822	3 285 916
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	117 022	116 347	117 992
Égout	11	87 530	84 041	86 647
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	159 886	157 948	158 569
Autres				
- Autres	14	17 650	17 614	17 644
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 800	17 780	17 551
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	396 888	393 730	398 403
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	396 888	393 730	398 403
	27	3 691 356	3 662 552	3 684 319

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	5 400	5 628	3 402
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	13 000	15 788	9 309
	36	18 400	21 416	12 711
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	18 400	21 416	12 711
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	15 750	16 469	13 962
Taxes d'affaires	44			
	45	15 750	16 469	13 962
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	34 150	37 885	26 673

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	8 500	6 416	20 584
Sécurité civile	56			224 845
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	98 888	109 524	98 888
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	8 795	8 563	9 053
Réseau de distribution de l'eau potable	69	8 765	8 391	10 455
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	27 000	29 124	25 507
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	2 460	8 320	7 532
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	154 408	170 338	396 864

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	6 000		
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95	58 935	58 935	6 185
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 200 000	50 000	24 170
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	4 787	4 787	21 751
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	100 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	125 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 431 000	113 722	52 106

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	45 000	33 067	33 067
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	45 000	33 067	33 067
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 630 408	317 127	482 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	12 000	17 721	6 149
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	12 000	17 721	6 149
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		44 649	7 076
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		44 649	7 076
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	12 000	17 721	62 370
				13 225

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	4 235	5 061	4 674
	187	4 235	5 061	4 674
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	1 750		1 939
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200	2 000	2 020	2 000
	201	3 750	2 020	3 939
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	100	210	190
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211		558 123	540 498
	212	100	210	540 688
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	1 800	600	1 800
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221	1 800	600	1 800
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	116 606	133 631	108 250
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224			
	225	116 606	133 631	108 250
Réseau d'électricité	226			
	227	126 491	141 522	699 645
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	138 491	159 243	672 576

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	24 500	17 288	17 078
Droits de mutation immobilière	230	115 000	111 522	111 841
Droits sur les carrières et sablières	231	20 000	18 136	24 907
Autres	232			
	233	159 500	146 946	153 826
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	20 000	16 677	18 715
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	70 200	81 493	98 467
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		(179)	518
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			18 000
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	168 295	196 327	59 339
	246	168 295	196 327	77 857
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

S28-1

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	119 879	109 661		109 661	117 780	104 445
Grefe et application de la loi	2	7 175	11 573		11 573	11 573	27 268
Gestion financière et administrative	3	478 348	542 103	18 263	560 366	656 654	715 204
Évaluation	4	60 791	45 924		45 924	45 924	77 102
Gestion du personnel	5	7 200	15 371		15 371	15 371	15 564
Autres							
- Autres	6	58 880	65 119	5 581	70 700	76 243	74 375
-	7						
	8	732 273	789 751	23 844	813 595	923 545	1 013 958
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	324 600	326 704		326 704	326 704	313 846
Sécurité incendie	10	393 975	376 206	60 557	436 763	436 763	411 967
Sécurité civile	11	2 420	17 541		17 541	17 541	288 838
Autres	12	50 678	44 004		44 004	44 004	45 019
	13	771 673	764 455	60 557	825 012	825 012	1 059 670
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	713 456	739 909	394 218	1 134 127	1 134 127	975 450
Enlèvement de la neige	15	395 067	496 329	10 820	507 149	507 149	401 883
Éclairage des rues	16	42 500	27 428	4 016	31 444	31 444	39 771
Circulation et stationnement	17	6 000	5 011		5 011	5 011	4 171
Transport collectif							
Transport en commun	18	16 889	16 888		16 888	16 888	21 737
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 173 912	1 285 565	409 054	1 694 619	1 694 619	1 443 012

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	15 668	16 861	49 621	66 482	66 482	60 443
Réseau de distribution de l'eau potable	24	70 083	30 769	77 407	108 176	108 176	117 544
Traitement des eaux usées	25	74 139	64 641	70 733	135 374	135 374	128 120
Réseaux d'égout	26			40 485	40 485	40 485	40 485
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	55 000	49 814		49 814	74 625	49 814
Élimination	28	53 400	41 183		41 183	506 543	644 863
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	37 000	33 937		33 937	62 890	33 937
Tri et conditionnement	30					31 948	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	47 520	44 407		44 407	44 407	61 884
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres	36	8 000	16 263		16 263	16 263	10 237
Cours d'eau							
Protection de l'environnement							
Autres							
	40	360 810	297 875	238 246	536 121	1 087 193	1 147 327
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	6 000	(558)		(558)	(558)	5 231
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	109 500	108 066		108 066	108 066	107 115
	44	115 500	107 508		107 508	107 508	112 346
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	303 268	302 116	1 039	303 155	303 155	120 570
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux							
Autres biens	47	7 000	2 376		2 376	2 376	2 451
Promotion et développement économique							
Industries et commerces							
Tourisme							
Autres							
Autres	51						
	52	310 268	304 492	1 039	305 531	305 531	123 021

22-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	11 679	80 212	80 212	80 212	76 637
Piscines, plages et ports de plaisance	55	13 310	14 709	14 709	14 709	13 441
Parcs et terrains de jeux	56	181 340	127 405	47 495	174 900	210 365
Parcs régionaux	57	563	563	563	563	327
Expositions et foires	58	4 500	10 551	10 551	10 551	4 657
Autres	59	227 135	222 683	4 089	226 772	191 170
	60	438 527	456 123	51 584	507 707	496 597
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	47 180	46 924	46 924	46 924	73 747
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	11 925	14 033	14 033	14 033	20 986
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	59 105	60 957	60 957	60 957	94 733
	67	497 632	517 080	51 584	568 664	591 330
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	78 063	80 370	80 370	80 370	83 281
Autres frais	70	3 000	3 779	3 779	3 779	4 931
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72				36	1 322
	73	81 063	84 149	84 149	84 185	89 534
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	770 085	784 324	(784 324)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-André-d'Argenteuil

Code géographique : 76008

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		
	Usines de traitement de l'eau potable	2	4 787	21 752
	Usines et bassins d'épuration	3	26 176	46 562
	Conduites d'égout	4		
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	311 020	108 165
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10		
	Autres infrastructures	11	20 957	2 100
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	21 451	22 047
	Édifices communautaires et récréatifs	14		
	Améliorations locatives	15	1 753	993
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	40 979	7 175
	Ameublement et équipement de bureau	18	16 944	163
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	13 262	16 917
	Terrains	20	21 048	8 347
	Autres	21		
		22	455 667	234 221

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23		
	Usines de traitement de l'eau potable	24	4 787	21 752
	Usines et bassins d'épuration	25	26 176	46 562
	Conduites d'égout	26		
	Autres infrastructures	27	311 020	110 265
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	113 684	55 642
		34	455 667	234 221

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	766 950		34 350	732 600
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 180 550		178 850	2 001 700
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 947 500		213 200	2 734 300
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	554 300		95 500	458 800
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	554 300		95 500	458 800
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	554 300		95 500	458 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	554 300		95 500	458 800
	19	3 501 800		308 700	3 193 100
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	3 501 800		308 700	3 193 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	3 193 100
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	458 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	2 734 300
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	17	2 734 300
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	173 202
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	2 907 502
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 907 502
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	5 000	6 784	6 784	4 702
Évaluation	2	60 191	45 336	45 336	76 350
Autres	3	67 883	82 736	82 736	214 461
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	17 755	17 754	17 754	
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	35 396	35 396	35 396	
Transport collectif	9		10 928	10 928	6 451
Autres	10	16 889	5 960	5 960	15 285
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	4 853	4 852	4 852	
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	128 120	128 120	128 120	11 287
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	20 001	89 495	89 495	110 070
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	356 088	427 361	427 361	438 606

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	455 667	228 152
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	455 667	228 152

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	35,00	9 596,00	355 144	68 611	423 755
Professionnels	2	3,00	35,00	5 476,00	163 123	35 889	199 012
Cols blancs	3	10,00	35,00	9 365,00	240 334	50 832	291 166
Cols bleus	4	15,00	40,00	13 771,00	281 431	54 440	335 871
Policiers	5						
Pompiers	6	23,00	5,00	5 348,00	136 538	15 513	152 051
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	58,00		43 556,00	1 176 570	225 285	1 401 855
Élus	9	7,00			78 082	7 921	86 003
	10	65,00			1 254 652	233 206	1 487 858

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	8 563	4 787			13 350
Réseau de distribution de l'eau potable	13	8 391				8 391
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	180 035	108 935		6 416	295 386
	17	196 989	113 722		6 416	317 127

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	46 927	48 980
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	46 927	48 980
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	27 860	28 142
Réseau de distribution de l'eau potable	17	9 362	11 090
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	37 222	39 232
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	84 149	88 212

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc-Olivier Labelle	28 536	13 414
Micheal Steimer	4 786	2 154
Marc Bertrand	7 148	2 585
Michel St-Jacques	7 179	3 231
Michel Larente	5 743	2 585
Marie-Pierre Chalifoux	5 743	2 585
Catherine Lapointe	5 743	2 585

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	850 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	18 136 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

	24	109 524 \$
--	----	------------

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	184 879 \$
--	----	------------

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	\$
--	----	----

b) Dépenses d'investissement	27	\$
------------------------------	----	----

c) Total des frais encourus admissibles	28	184 879 \$
---	----	------------

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	29	2019-12-R269
----------------------------	----	--------------

b) Date d'adoption de la résolution	30	2019-12-03
-------------------------------------	----	------------

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-André-d'Argenteuil

Code géographique : 76008

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1 CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique no A112341

DATE 2019-12-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 662 552
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	113 236
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	17 780
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>3 531 536</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	371 997 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>373 977 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>372 987 350</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-André-d'Argenteuil

Code géographique : 76008

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 2 998 329

Taxes spéciales

Service de la dette 2 231 750

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5

Activités de fonctionnement 6 160 556

Activités d'investissement 7

Autres 8

8

9 3 390 635

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 117 366

Égout 11 86 750

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13 212 773

Autres

- 14

- 15

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 14 800

Service de la dette 18

Pouvoir général de taxation 19

Activités de fonctionnement 20

Activités d'investissement 21

21

22 431 689

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 23

Autres 24

24

25

26 431 689

27 3 822 324

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	70
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	70

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	4 743
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	12 726
	9	17 469

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	15 750
Taxes d'affaires	12	
	13	15 750
	14	33 289

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	33 289

S57

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrevements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 282 156 761	X 5 0,7868 /100\$	6 2 207 159				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 1 501 400	X 8 0,9965 /100\$	9 14 961				
Immeubles non résidentiels	10 14 746 339	X 11 1,5684 /100\$	12 231 270				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 75 572 700	X 23 0,7214 /100\$	24 544 939				
Total			25 2 998 329	26 (.....)	27 (.....)	28	29 2 998 329
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 373 977 200	X 31 0,0628 /100\$	32 231 750				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 231 750	55 (.....)	56 (.....)	57	58 231 750

558

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12				
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18				
Autres 19	X	20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41				
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47				
Autres 48	X	49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

0

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 6 0	,	0 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	9 2	,	5 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Égout résidentiel (St-André)	195,0000	7	unité d'évaluation
Égout résidentiel (Carillon)	300,0000	7	unité d'évaluation
Gestion des matière résiduelle	13,5600	7	unité d'évaluation
compensation règl 88, par. 10	0,6000	1	
compensation règl 88, par. 12	0,7868	7	unité d'éval. terrain
Règlement 12A	0,0590	1	
Règlement 69	0,0120	1	
Règlement 73	0,0046	1	
Règlement 74	0,0022	1	
Règlement 78	0,0258	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 822 324
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
---	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
--	---	--

Déduire

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	115 252
---	---	---------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 800
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
--	---	--

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	3 692 272
---	----	------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	373 977 200
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	□ □ 0 , □ 9 8 7 3 /100 \$
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	231 270				14 961	544 939
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	231 270				14 961	544 939

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

				Total
	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9	2 438 909		3 230 079
De secteur	10	160 556		160 556
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13	416 889		416 889
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16	3 016 354		3 807 524

10

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	467 663 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>5 230 929 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>228 990 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>81 556 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>111 530 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-19</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Benoit Grimard , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-André-d'Argenteuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-12-03.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-André-d'Argenteuil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-André-d'Argenteuil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-André-d'Argenteuil détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-12-05 18:15:17

Date de transmission au Ministère : 2019/12/06